



Le rôle des armées africaines dans les opérations de maintien de la paix en Somalie

La guerre civile qui frappe la Somalie depuis 1991 a plongé le territoire dans un profond chaos. Le regroupement, depuis 2007, de forces armées africaines au sein de la mission de l'Union Africaine (UA) en Somalie (AMISOM), pour lutter contre les milices islamistes d'Al-Shabbaab, a permis au gouvernement fédéral de transition de reprendre le contrôle d'une partie du territoire. Cependant, l'effondrement de l'État et l'absence de système légal en Somalie, offrent à Al-Shabbaab, qui parvient à maintenir l'ordre en imposant la charia, une certaine légitimité populaire. La déstabilisation régionale engendrée par la volonté d'Al-Shabbaab de construire une « Grande Somalie » est accentuée par le manque de ressources financières des pays frontaliers.

D'un conflit clanique à la quête d'un État Islamique

La guerre civile en Somalie qui était, initialement, un conflit clanique a pris une dimension internationale et confessionnelle avec l'émergence de l'Union des tribunaux islamiques (UTI), puis d'*Al-Shabbaab*. Soutenu et armé par l'Érythrée, l'UTI est parvenue à prendre le contrôle de la capitale en 2006. L'année suivante, l'intervention de l'armée éthiopienne, équipée de chars d'assaut, a infligé de lourdes pertes aux milices islamistes. Cette offensive militaire, à laquelle les États-Unis ont apporté un soutien aérien, a entraîné l'autonomisation d'*Al-Shabbaab*, la branche radicale de l'UTI, qui a déclaré le jihad contre *les forces d'occupation étrangères*.

En 2012, *Al-Shabbaab* a annoncé avoir prêté allégeance à *Al-Qaida* et obtenu le renfort de combattants étrangers, en provenance notamment d'Afghanistan. La volonté d'*Al-Shabbaab* de créer un État-nation regroupant l'ensemble des populations qui parlent le somali, aussi bien à Djibouti, en Éthiopie, ou encore au Kenya, menace la stabilité politique et économique des États frontaliers qui restent fragiles. Le Kenya a participé à la grande offensive menée par l'AMISOM et l'armée somalienne contre *Al-Shabbaab* en 2011. Grâce à l'intégration, l'année suivante, des armées kenyanes et éthiopiennes, la mission de l'UA a atteint le nombre de 22 126 soldats¹.

Des avancées militaires limitées par un manque de ressources financières

Cette mission de l'UA, qui regroupe onze États du continent, a connu de francs succès. Elle est parvenue, en 2012, à repousser les milices islamistes hors de la capitale et à reprendre le contrôle du port de Kismayao, la principale source de revenus d'*Al-Shabbaab*. Le recours à des tanks, à de l'artillerie lourde et au soutien aérien mis en œuvre par les forces éthiopiennes et kenyanes a permis de faire reculer des insurgés équipés de lance-roquettes, de missiles sol-air et de AK-47. La participation de l'armée américaine, qui a multiplié les frappes aériennes au cours de l'année 2016, permet de maintenir une certaine pression sur *Al-Shabbaab*. Cependant, les troupes africaines présentes sur le terrain manquent de moyens aériens, notamment d'hélicoptères, pour poursuivre leur reconquête du pays.

Les succès militaires de l'AMISOM restent précaires. *Al-Shabbaab* est toujours présent dans le centre et dans le sud du pays et conserve une forte capacité de résilience. Surtout, les forces armées africaines engagées dans le conflit manquent cruellement de moyens. Financé presque intégralement par l'Union Européenne (UE) et par l'Organisation des Nations Unies, le coût annuel de la mission, qui était initialement de 350 millions de dollars, s'est élevé à 900 millions en 2016 et a conduit l'UE à restreindre son soutien financier. Ainsi, la coalition s'efforce désormais de consolider ses positions et ne cherche plus à reconquérir de nouveaux territoires. En prévision du retrait de l'AMISOM, prévu à partir de 2018, l'armée américaine a déployé, dans le pays, une quarantaine de conseillers militaires afin de préparer l'armée somalienne à prendre le relais. Un soutien qui est bienvenu, mais qui entraîne le risque de donner un argument de poids à *Al-Shabbaab* dans sa propagande contre les *croisés*.

La Somalie est un laboratoire des formes modernes de conflits et des politiques de gestion qui y sont associées. L'approche sécuritaire mise en œuvre jusqu'à présent doit être accompagnée d'une politique de développement prenant en compte les spécificités claniques locales pour permettre de pacifier durablement le pays. Comme le signalent les experts internationaux, dans un pays ravagé par plus de 25 ans de guerre civile, l'islamisme et la piraterie sont surtout des moyens pour les acteurs locaux d'asseoir leur emprise sur la population somalienne.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ 5 432 soldats proviennent du Burundi, 1 000 de Djibouti, 3 664 du Kenya, 850 de la Sierra Leone, 4 395 de l'Éthiopie et 6 223 de l'Ouganda.